

DEPUIS LE 14 SEPTEMBRE 2011,

DES SALARIÉ-E-S DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE SONT DANS L'ACTION

Les missions fondamentales de la SEAS (Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Savoie*) en matière de protection de l'enfance, de prévention et de prises en charge des mineurs en difficultés n'ont pas été abandonnées.

Suite aux difficultés financières rencontrées par l'association et en raison de la compréhension et le l'engagement sans faille de ses salariés, **la situation apparaît inacceptable à ce jour.**

Le Conseil général la subventionne à hauteur de plusieurs millions d'euros (fonds publics). Lorsqu'on interpelle son président et sa vice présidente par la voie d'un avocat quant à l'organisation actuelle, personne ne semble entendre les sonnettes d'alarmes tirées par les salariés. Une confiance sans faille est accordée à un système qui interdit aux professionnels que nous sommes de parler de nos pratiques, de participer de façon active et constructive aux projets éducatifs.

De plus les salariés se voient refuser toutes rencontres avec leur conseil d'administration au principe d'une totale délégation au directeur général.

OÙ EST LE SOI-DISANT DIALOGUE SOCIAL ?

Cette absence de considération et de communication avec les salariés qui sont quotidiennement au contact de ces jeunes en difficultés n'est pas sans répercussions sur les enfants, leurs familles et les salariés eux-mêmes.

Pour répondre à de nouvelles exigences la direction générale élabore des stratégies incompréhensibles : cadres non-compétents, dépenses fastueuses....

LA RIGUEUR EST DE MISE, MAIS POUR QUI ?

** Association loi 1901 qui vient en aide aux jeunes et aux familles en difficultés sociales ou familiales*

DEPUIS LE 14 SEPTEMBRE 2011,

DES SALARIÉ-E-S DE LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE SONT DANS L'ACTION

Les missions fondamentales de la SEAS (Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Savoie*) en matière de protection de l'enfance, de prévention et de prises en charge des mineurs en difficultés n'ont pas été abandonnées.

Suite aux difficultés financières rencontrées par l'association et en raison de la compréhension et le l'engagement sans faille de ses salariés, **la situation apparaît inacceptable à ce jour.**

Le Conseil général la subventionne à hauteur de plusieurs millions d'euros (fonds publics). Lorsqu'on interpelle son président et sa vice présidente par la voie d'un avocat quant à l'organisation actuelle, personne ne semble entendre les sonnettes d'alarmes tirées par les salariés. Une confiance sans faille est accordée à un système qui interdit aux professionnels que nous sommes de parler de nos pratiques, de participer de façon active et constructive aux projets éducatifs.

De plus les salariés se voient refuser toutes rencontres avec leur conseil d'administration au principe d'une totale délégation au directeur général.

OÙ EST LE SOI-DISANT DIALOGUE SOCIAL ?

Cette absence de considération et de communication avec les salariés qui sont quotidiennement au contact de ces jeunes en difficultés n'est pas sans répercussions sur les enfants, leurs familles et les salariés eux-mêmes.

Pour répondre à de nouvelles exigences la direction générale élabore des stratégies incompréhensibles : cadres non-compétents, dépenses fastueuses....

LA RIGUEUR EST DE MISE, MAIS POUR QUI ?

** Association loi 1901 qui vient en aide aux jeunes et aux familles en difficultés sociales ou familiales*